



Gilles Rémy : « L'Asie centrale est un eldorado en vue pour la France »

Ce chef d'entreprise demande aux candidats à la présidentielle de définir une nouvelle stratégie diplomatique et économique pour développer nos échanges avec les contrées de l'ancienne route de la soie.

SOPHIE HUET

Beaucoup a été fait durant ce quart de siècle, mais il y a aussi beaucoup d'occasions perdues. Les annulations répétées de voyages présidentiels ont eu des effets négatifs dans certains pays

GILLES RÉMY



RENCONTRE

« Nous devons renforcer nos liens avec ces pays laïcs de culture musulmane dans la guerre contre le terrorisme islamique. Avec l'effacement international de la Grande-Bretagne, la France a la possibilité d'être le seul pays occidental à jouer un rôle dans cette région »

Le chef d'entreprise Gilles Rémy, 57 ans, a été le pionnier de la présence économique française en Asie centrale, après la disparition de l'Union soviétique, en 1991. Il a fait de son entreprise, Cifal, la seule société occidentale implantée dans la région Asie centrale-Caspienne. Il a été amené à accompagner en Russie et dans les Républiques de l'ancien empire soviétique trois chefs d'État, Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy et François Hollande, ainsi que de nombreux ministres, dont François Fillon et Alain Juppé.

À l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la France et ces pays et à la veille de l'élection présidentielle, il entend appeler l'attention des responsables politiques sur l'intérêt que représente cette région du monde pour l'économie française.

LE FIGARO. - L'Asie centrale avec laquelle vous travaillez depuis trente ans est peu connue. Pionnier des échanges avec cette région, comment pouvez-vous la décrire ?

Gilles RÉMY. - Il s'agit des cinq États issus de l'Empire russe et de l'Union soviétique, devenus indépendants en 1991 : le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et le Turkménistan. Leur superficie couvre douze fois la France. Ils ont en commun d'être « turcophones », à l'exception du Tadjikistan, iranophone, d'utiliser le russe comme langue de communication et d'être des pays laïcs de culture musulmane. La région est dotée de ressources naturelles exceptionnelles et devient aujourd'hui le nœud de communication des échanges terrestres entre l'Europe et l'Asie. Ces pays ont, en outre, un bon niveau d'éducation, hérité du système scolaire soviétique. C'est un atout pour la France, car notre culture y a pénétré largement du fait de leur appartenance passée au monde russe. Mais ils souffrent trop souvent d'une image négative, peut-être attachée aux pays dont le nom finit par « stan », comme l'Afghanistan ou le Pakistan. Pourtant, ce sont des pays sûrs pour le voyageur étranger, l'islam n'y est pas religion d'État, et les communautés chrétiennes enracinées y pratiquent librement leur culte.

Quelle est leur politique à l'égard des migrants ?

Jaloux de leur indépendance, ils ont créé de vraies frontières entre eux et des systèmes de visas contraignants. Les migrations de travailleurs intra-zone sont très contrôlées. Mais ce sont surtout les 2 000 km de frontières avec l'Afghanistan qui font l'objet de la plus grande surveillance. Hors de question pour eux de laisser s'installer des populations d'Afghanistan sur leur territoire, pas seulement par crainte du djihadisme, mais en raison du risque de déstabilisation sociale résultant des difficultés d'assimiler des populations ethniquement proches, mais culturellement et socialement très éloignées. Le Turkménistan, par exemple, a choisi de fixer les populations en Afghanistan, y compris les Turkmènes ethniques, en leur fournissant de l'électricité, des denrées alimentaires, et en construisant des écoles et hôpitaux.

Comment répondent-ils à la menace islamique ?

C'est un grand défi pour cette région. Après la chute de l'URSS, ces pays sont devenus poreux aux influences de l'islam extrémiste financé par les États du Golfe ou même par des organisations turques. Les gouvernements mesurent totalement le danger. Il y aurait environ 5 000 djihadistes ressortissants de ces pays en Syrie. Hors de question de les laisser rentrer. On reproche souvent à leurs dirigeants de répondre à l'islam politique par la répression. Eux rétorquent : « Si tu ne contrôles pas l'islam, c'est lui qui te contrôlera. »

Quel message voulez-vous adresser aux candidats à l'élection présidentielle ?

Que la France doit enfin se doter d'une vraie politique à l'égard de la zone Asie centrale-Caspienne. Nous y avons des intérêts stratégiques majeurs comme la sécurisation de nos approvisionnements énergétiques : uranium, gaz et pétrole. Nous devons renforcer nos liens avec ces pays laïcs de culture musulmane dans la guerre contre le terrorisme islamique. Avec l'effacement international de la Grande-Bretagne, la France a la possibilité d'être le seul pays occidental à jouer un rôle dans cette région. Nous y sommes attendus compte tenu de notre histoire et de notre tradition, certes aujourd'hui entamée, d'indépendance nationale. Le Turkménistan, qui représente les quatrièmes réserves de gaz mondiales, a un statut unique de pays à neutralité permanente reconnue par l'ONU. De ce fait, un partenariat stratégique avec ce pays non aligné de la Caspienne ne braquerait aucune des puissances voisines : Russie, Chine, Iran ou Turquie. François Mitterrand avait été le premier chef d'État occidental à se rendre en Asie centrale en 1994. Ce voyage y est considéré encore aujourd'hui comme historique. Il a donné une impulsion considérable à nos échanges. Espérons que le futur chef de l'État suive cet exemple.

Le ministre des Affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault, a reçu récemment ses homologues des cinq pays de l'Asie centrale. Que leur a-t-il dit ?

En substance, le ministre leur a dit le souhait de la France de donner une nouvelle impulsion à nos échanges. Beaucoup a été fait durant ce quart de siècle, mais il y a aussi beaucoup d'occasions perdues. Les annulations répétées de voyages présidentiels ont eu des effets négatifs dans certains pays. Au cours de ces vingt-cinq ans, j'ai notamment introduit et accompagné la plupart des grandes sociétés françaises dans la région, Bouygues, Thales, Vinci, Areva... Je sais que nos offres doivent être avant tout compétitives et innovantes et que l'on ne peut pas tout attendre de la qualité de la relation bilatérale. Les entreprises françaises sont particulièrement bien placées sur des sujets qui touchent à la souveraineté. Mais qui peut croire que nous puissions signer un contrat de satellites à 500 millions d'euros sans que le sujet soit évoqué au niveau des chefs d'État ? Mais je sais aussi que dans ces pays où la diplomatie économique prend tout son sens, sans impulsion bilatérale, nous patinons.

RENCONTRE ■